

Il reste des marges d'économie dans la Sécu

SOCIAL D'autres dépenses publiques peuvent aussi être réduites

► La N-VA estime que seule la Sécu peut encore faire l'objet d'économies.

► Les spécialistes confirment qu'il y a de la marge.

► Pour Maggie De Block, c'est non.

Le président de la N-VA, Bart De Wever, a ravivé le délicat débat des économies dans la Sécurité sociale. « *Les seules économies de dépenses publiques que l'on peut encore faire, c'est dans la Sécurité sociale* », a-t-il déclaré ce week-end, avant d'ajouter : « *Savez-vous combien les syndicats perçoivent pour distribuer les allocations des chômeurs ? 227 millions. On ne peut pas faire des économies dans ce système ? Les coûts de la Sécu augmentent beaucoup plus vite que l'économie. Ce gouvernement a déjà diminué de moitié les coûts des pensions, grâce à sa réforme. Il faut poursuivre, notamment dans l'assurance maladie.* » Un discours tranché, que l'opposition a très vite critiqué. Mais tout n'est pas faux, jugent les spécialistes.

1 Peut-on encore économiser dans la Sécurité sociale ? La froideur des chiffres laisse grandement supposer que c'est dans ce domaine qu'il serait encore le plus facile d'effectuer des économies. « *La Sécurité sociale, c'est un budget de 90 milliards d'euros*, dit Jean Hindriks, professeur d'économie à l'UCL. *C'est presque le quart du PIB et la moitié des dé-*

penses publiques. » Deux postes sont à cet égard très coûteux : les pensions (40 milliards d'euros). Et les soins de santé (entre 25 et 30 milliards). Et ce n'est pas tout : en raison du vieillissement de la population, ce sont aussi les deux postes qui augmentent le plus. « *Rien que sur les pensions, la hausse des dépenses atteint 30 % en cinq ans. Non seulement en raison du vieillissement de la population, mais aussi parce que le salaire moyen a augmenté, ce qui augmente mécaniquement le coût des pensions.* »

Pour Jean Hindriks, il y a donc des marges d'économies. « *Je prends le domaine des pensions : l'âge a été repoussé, mais rien n'a été mis en place pour les fins de carrière. Du coup, il y a un transfert vers l'assurance maladie-invalidité. En réformant plus intelligemment, des économies sont possibles.* »

Xavier Brenez, patron des Mutualités libres, a un point de vue nuancé. « *Les dernières années ont déjà été placées sous le sceau des économies, on commence à être très limité, tout le superflu a déjà été réduit. Mais il reste des réformes à mettre en œuvre. C'est tout le débat sur les nouveaux modèles de soins qui confieraient plus de tâches aux paramédicaux, sur la surconsommation dans certains secteurs comme les médicaments ou l'imagerie médicale, sur les refinancement du secteur hospitalier...* »

Point de vue bien plus radical pour Jean-Pascal Labille, patron de Solidaris. « *Faire croire qu'on peut encore faire des économies dans la Sécu relève de l'aveuglement idéologique et dépasse l'entendement.* » Sur les frais d'admini-

stration des mutualités : « *Cessons les fantasmes ! La Belgique est un élève-modèle en la matière, c'est Eurostat qui le dit.* »

Peut-on, comme Bart De Wever, aller jusqu'à dire que la Sécu est le seul domaine où on peut encore économiser ? Tant Jean Hindriks qu'Ivan Van de Cloot, économiste en chef au centre d'études Itinera, répondent par la négative. « *Dans la fonction publique, on peut encore faire des économies, notamment en élargissant les possibilités de mobilité interne.* »

2 Faut-il revoir l'intervention des syndicats et des mutuelles dans la Sécu ? Les avis sont partagés. La N-VA estime qu'on peut économiser sur ce poste. Les syndicats paient les allocations de chômage (sauf pour les personnes qui ne sont pas affiliées à une organisation). Et les mutuelles paient les remboursements de soins de santé. Ces interventions ont un coût. Que la N-VA souhaiterait voir réduit.

Politiquement, cette demande ne fait pas l'unanimité : le CD&V s'est prononcé contre. Les scientifiques sont partagés. Pour Jean Hindriks, il s'agit surtout d'une position idéologique. « *Ces frais de gestion ne représentent pas plus que 1 à 2 % du budget des soins de santé. Et ils ne seront jamais ramenés à zéro.* » Ivan Van de Cloot, le chef économiste d'Itinera, estime de son côté que la situation a changé depuis la création de la Sécurité sociale. « *Aujourd'hui, l'heure est à l'automatisation. Du temps où cela n'existait pas, le rôle des mutuelles et des syndicats se justifiait pleinement. Aujourd'hui, leur rôle au sein de la Sécurité so-*

ciale est à réinventer. » Ivan Van De Cloot estime aussi que, comme partenaire pour le versement des allocations de chômage, les syndicats peuvent se trouver en conflit d'intérêts. « *Les syndicats peuvent être amenés à faire d'autres choix que l'emploi ou les salaires, parce qu'une personne au chômage a intérêt à aller au syndicat. Ceux-ci ont donc une autre approche dans la négociation qu'un organisme qui ne s'occuperait que des salaires et de l'emploi. Je sais qu'on n'aime pas toujours cette analyse, mais ce*

3 La Sécurité sociale belge est-elle plus dépensière qu'à l'étranger ? La nuance est de mise pour répondre à cette question complexe et sensible. « *On ne peut comparer toute la Sécu d'un pays avec celle d'un autre*, dit Ivan Van De Cloot. *Mais concernant les soins de santé, on constate que les coûts sont élevés et la qualité dans la moyenne.* »

Le rapport du Centre d'expertise fédéral des soins de santé, publié en début de semaine, vient apporter un argument concernant le coût : les dépenses en soins de santé atteignent 10,2 % du Produit intérieur brut, alors que la moyenne européenne est de 9,5 %. Ivan Van de Cloot estime aussi que les performances en matière de pensions sont moyennes : « *Nous affichons des coûts élevés, mais les pensions ne sont pas des plus généreuses* », dit l'économiste. Des conclusions qui tendent à démontrer que des économies, ou en tout cas des réformes, sont possibles. ■

BERNARD DEMONTY
(avec E.B. et V.La.)

De Block « Que les autres fassent des économies chez eux ! »

Maggie De Block n'a pas pour habitude de réagir au quart de tour à chaque déclaration de la N-VA. Mais, cette fois, trop c'est trop. La ministre libérale flamande n'a guère apprécié la sortie de Bart De Wever réclamant de nouvelles économies dans la Sécu ; encore moins le tir groupé d'articles pointant les soins de santé comme une source potentielle d'économies.

Vous ne voulez plus faire d'efforts budgétaires ?

Je tiens à rappeler que j'ai déjà fait beaucoup de réformes dans les soins de santé et les affaires sociales. Au total, j'ai réalisé 1,5 milliard d'économies depuis le début de la législature. Nous avons convenu d'une norme de croissance des soins de santé de

1,5 % ; après le contrôle budgétaire et le tax shift, on est en réalité à 1 %. Je dois arriver à 3,2 milliards d'économies d'ici 2018 en soins de santé et 2,1 milliards pour les affaires sociales.

Et vous dites que vous ne pouvez pas faire plus ?

Moi, j'analyse chaque euro dépensé, je vérifie qu'il soit efficacement utilisé, et je propose des réformes. L'objectif, c'est d'améliorer les soins de santé, au niveau de leur qualité et de leur accessibilité. Et les économies ne peuvent se faire au détriment du patient. Aujourd'hui, je demande simplement que mes collègues du

gouvernement agissent exactement de la même manière avec leur département, qu'ils vérifient l'efficacité de chaque dépense, qu'ils lancent des réformes. Qu'ils fassent ça avant de viser mes compétences !

Pour la N-VA, il y a des économies à faire au niveau des syndicats et des mutuelles ?

Vous savez, l'enveloppe, pour les syndicats, est de 224 millions, je ne vois pas comment Bart De Wever va trouver là-dedans des milliards d'économies. Avec les mutuelles, nous avons entamé une réflexion, je leur ai remis une note stratégique, on y travaille. Je voudrais notamment

qu'elles deviennent un véritable coach pour les patients et travaillent à la prévention des maladies. Au passage, je tiens à dire que, pour réformer, il faut aussi investir. Exemple : si on veut réduire la charge administrative, et donc réduire les coûts, il faut investir dans la digitalisation des prestations et l'innovation. Je rappelle enfin que le vieillissement entraîne une série de coûts, qu'il faut prendre en compte. ■

Propos recueillis par
VÉRONIQUE LAMQUIN

Di Rupo « Que le gouvernement assume qu'il est de droite »

Le président du PS, Elio Di Rupo s'est fermement opposé, mercredi, à de nouvelles économies dans la Sécurité sociale. « Le gouvernement affiche un trou de 6 milliards d'euros au moins. Il a promis des cadeaux fiscaux, mais il n'a pas trouvé le moyen de les financer. Du coup, il va couper dans la Sécurité sociale et/ou augmenter les impôts. Le Premier parti du gouvernement, la N-VA, a déjà fait savoir qu'il souhaitait économiser dans la Sécurité sociale. Et on n'a pas entendu le MR s'y opposer vigoureusement. »

Le PS relève aussi ce qu'il estime être un revirement du MR. « En mars dernier, dans Le Soir, le président du MR, Olivier Chastel, déclarait : "Pas question

de toucher à la Sécu." »

Pour le PS, l'idée d'économiser dans les frais de gestion alloués aux syndicats et aux mutuelles ne tient pas la route. Actuellement, il est déjà possible de se passer des syndicats pour toucher les allocations de chômage. Il existe un organisme public, la Capac, qui verse alors les allocations. Mais le PS estime que, quand l'Etat s'en occupe lui-même, c'est plus cher. « On voit que les frais de gestion de la Capac sont beaucoup plus élevés que ceux des caisses de chômage des syndicats. Les subsides par dossier sont de 19,2 euros pour le syndicat libéral, de 15,7 euros pour la FGTB, de 15,8 euros pour la CSC et de 29,8 euros pour la

Capac. »

Dans la majorité, on rétorque que le gouvernement d'un certain Elio Di Rupo a réalisé des économies très élevées dans la Sécurité sociale. L'ancien Premier ministre ne le nie pas. Mais argumente : « Nous avons obtenu, pendant toutes ces années, une dotation d'équilibre de la Sécurité sociale, qui permettait d'assurer l'équilibre budgétaire de la Sécu en allant chercher des moyens ailleurs dans le budget de l'Etat. » Le PS affirme aussi que « le gouvernement est allé chercher plus d'argent dans les revenus sur le capital, dans la lutte contre la fraude et chez les banques que dans la Sécurité sociale ». ■

Toujours à gauche, la FGTB a

également dit son opposition à de nouvelles coupes dans la Sécu. « La Sécurité sociale permet à toutes et tous de vivre dignement quand on recherche un emploi, quand des circonstances exceptionnelles empêchent de travailler et quand il est devenu impossible de travailler en raison de l'âge. Elle permet aussi à tous d'accéder à des soins de santé de qualité. Elle est la garante de la cohésion sociale, de la solidarité et du bien vivre ensemble. Plutôt que de réduire les budgets de la sécurité sociale et des services publics, c'est à leur financement qu'il faut réfléchir. La FGTB exige une fiscalité juste qui met à contribution tous les revenus, surtout ceux du capital. » ■

B.Dy